

n° 218 16.02.2005 2 euros

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



Contre le projet du MEDEF et de la Droite

Une riposte alternative!

NON A quand l'Europe sociale¹ ?

L'Union Européenne distingue trois niveaux de compétences :

- Celui des compétences exclusives pour lesquelles elle se substitue aux Etats : Essentiellement les politiques monétaire et commerciale

- Celui des compétences partagées entre l'Union et les Etats. La politique sociale n'en fait partie qu'en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, l'égalité entre hommes et femmes au travail, la représentation des travailleurs, les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers et l'intégration des personnes exclues du marché du travail, questions sur lesquelles l'Union peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, à condition de ne pas contrarier la création et le développement

des petites et moyennes entreprises, dit l'article III-104 du projet de constitution.

- Celui de la simple coordination des politiques économiques et de l'emploi.

Mais c'est dans cette simple coordination que réside l'essentiel ! Elle a permis, par exemple, que lors du Conseil européen de Barcelone, en pleine campagne présidentielle française, Jospin et Chirac apposent leurs signatures à une décision d'allonger progressivement de 5 ans l'âge nécessaire pour accéder à une retraite pleine, dans tous les pays de l'Union ! Elle permet de traiter les domaines de l'emploi et de l'inclusion sociale de la manière suivante :

Chaque année jusqu'à présent, la Commission propose, et le Conseil des chefs d'Etats ratifie, les grandes orientations de politique économique (GOPE). A partir de celles ci, la Commission définit, et le Conseil des Ministres (en fait, de plus en plus, le groupe des ministres des finances, ECOFIN), adopte les lignes directrices pour l'emploi et celles pour l'inclusion sociale. Chaque gouvernement doit alors rédiger un Plan national d'action (PNA) pour mettre en œuvre ces lignes directrices puis faire rapport à la Commission, l'année suivante, sur la façon dont il a mis en œuvre ce plan. Ces rapports sont étudiés par la Commission qui en tire de nouvelles orientations à proposer au Conseil Européen....., etc Et tout cela rentre dans les détails... ! Prenons l'exemple du Plan national pour l'emploi 2003 présenté par le gouvernement français à l'appréciation de la Commission. C'est un document de 136 pages ! Il présente d'abord la stratégie pour l'emploi en France avec ses objectifs (qui sont ceux des lignes directrices) :

- Dynamiser le marché du travail et alléger les charges
- Revaloriser le travail
- Accompagner les mutations et développer l'investissement dans les ressources humaines
- Augmenter de 2% le taux d'emploi global (Proportion des 15-64 ans qui ont ou cherchent effectivement un emploi ; C'est l'obsession de la politique

européenne d'augmenter ce taux. La diminution du taux de chômage a officiellement disparu, elle, des objectifs des gouvernements européens depuis le sommet de Lisbonne en 2000 !

- Améliorer la qualité et la productivité des emplois
 - Améliorer la cohésion et l'inclusion sociale
- Puis détaille ligne directrice par ligne directrice....

Et on retrouve mentionnés, jusque dans les derniers détails, les bienfaits du PARE, du rapprochement ANPE - UNEDIC, de l'assouplissement des 35h, du RMA, etc. , tout ce contre quoi les associations de chômeurs ont lutté avec la dernière énergie... !! Et ainsi en est-il des PNA de tous les autres pays.....

D'où le constat qu'a refait la conférence débat² organisée par les Euromarchés à Bruxelles en mars 2004 : Dans chaque pays, sous des termes nationaux et à des rythmes légèrement différents, ce sont les mêmes orientations néo-libérales qui sont mises en œuvre : Maintien d'un chômage massif et de plus en plus mal indemnisé permettant d'imposer à un nombre croissant d'hommes, et surtout de femmes, du travail précaire et mal rémunéré, pesant ainsi sur la condition salariale dans son ensemble.

Face à une telle politique coordonnée, la coordination des luttes sociales dans les pays européens et le développement d'actions de niveau européen deviennent des impératifs majeurs. La manifestation prévue le 19 mars 2005 à Bruxelles, à l'issue du Forum Social Européen de Londres, pourrait être un tremplin, dans ce sens, à condition qu'elle fasse l'objet de mobilisations unitaires à la base partout où c'est possible ! ■

Jean-Guy DUFOR

(1): Titre du livre du fondateur et ex Président de la CES, Georges Debunne, paru en 2003 aux éditions Syllepse (12 E).

(2) : Le compte-rendu de ces journées a fait l'objet du livre « Les droits sociaux dans l'Europe élargie » aux éditions Syllepse (7 E)

ALTERNATIFS POITIERS (86)

Inégalités de traitement...fausses déclarations...coût onéreux...mépris du dialogue... Le protocole du 26 juin 2003 : Intermittence et culture...quel avenir ? Pourquoi ne parvenons-nous pas à sortir de cette crise ? Avant le 26 juin 2003, il fallait être salarié 507 heures durant 12 mois pour ouvrir des droits au chômage durant les 12 mois suivants. Depuis la mise en application du nouveau protocole, signé par le MEDEF et des syndicats, et contesté par d'autres (CGT-spectacles, SYNDEAC, coordination des intermittents et des parlementaires de tous bords), les intermittents doivent toujours être salariés 507 heures mais sur une période de 10,5 mois afin de pouvoir ouvrir des droits au chômage pendant 243 jours (environ 8 mois). Cela a vraiment de quoi faire «bondir» toute une profession de manière unanime. Où en sont les intermittents aujourd'hui ? Quel projet culturel entre cette crise des intermittents et la proposition de traité constitutionnel européen ?

Projection d'une vidéo présentant le protocole et diverses réactions d'intermittents puis débat avec des artistes de l' HERBE D'OR

Vendredi 25 février

20h30,

MCL-Le Local,

Rue St Pierre le Puelier ,

Poitiers

Contre le projet du MEDEF et de la Droite

Citoyens dépossédés de leur choix de société au nom de la toute puissance de l'économie, salariés précarisés et droits sociaux remis en cause au nom des dogmes libéraux, marchandisation de tous les aspects de la vie, moyens d'information toujours plus étroitement contrôlés par les grandes entreprises...

Tel est le programme, inavouable, du MEDEF et de ses commis politiques de Droite. Ce programme est mis en œuvre méthodiquement, au nom de la flexibilité, de la compétitivité, si nécessaire de l'Europe...

Le refus de cette politique, de la société qu'elle prépare, doit être global. Fédérer les résistances et alternatives partielles, de la réappropriation publique de l'eau par certaines collectivités territoriales à la reprise par les salariés d'entreprises liquidées par la finance, en passant par les résistances contre la casse des services publics ou par des modes de consommation alternatifs.

Dépasser les divisions entre salariés encore protégés, chômeurs et précaires, entre public et privé, défendre le droit de grève. Agir tous ensemble pour faire reculer les projets du patronat et du gouvernement, leur opposer des droits fondamentaux, au travail, à la santé, à l'éducation, au logement.... Préparer la victoire du non au traité constitutionnel libéral européen par le plus large rassemblement pour un non de gauche, un non européen, un non anticapitaliste.

Dévoiler et battre en brèche le projet du MEDEF, travailler à une alternative.

Tels sont les combats à venir. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Une riposte alternative

L'unité la plus large est nécessaire pour s'opposer à l'offensive du MEDEF et du gouvernement et à la destruction sociale à laquelle elle aboutit. L'union et l'action sont indispensables, elles seront efficaces si nous comprenons bien la logique en œuvre et sommes en mesure d'apporter des réponses alternatives.

En même temps que la remise en cause de la réduction du temps de travail, s'avance la casse du Code du travail et se développe la précarisation du salariat.

Les confédérations syndicales ont alerté sur les conséquences des rapports de Virville et Camdessus, mais un travail d'explication en profondeur sur les risques que fait courir leur mise en œuvre n'a pas été fait. Ce qui nous menace, c'est une société de la précarité généralisée. Cette précarisation pèse d'un poids écrasant sur les capacités d'action du monde du travail.

Le MEDEF a déjà atteint une partie de son objectif : vider le contrat salarial de son sens en le limitant au paiement du temps de travail productif. Les « bénéficiaires » du RMA sont les cobayes de cette politique, avec une réduction des droits à la retraite ou à la Sécurité sociale, un modèle qui pourrait demain toucher une grande partie du monde du travail.

Quand le patronat dispose d'une main d'œuvre corvéable à merci, quand les chômeurs et précaires

se comptent pas millions, l'action pour l'augmentation du pouvoir d'achat s'en trouve fragilisée. C'est particulièrement vrai pour les jeunes entrant sur le marché de l'emploi.

De même, le SMIC tend à ne plus être un plancher pour les salaires mais à devenir le salaire de référence dans de nombreux secteurs, et les salaires de 16% des salariés sont inférieurs au SMIC (pour l'essentiel des femmes employées à temps partiel).

Pour donner une base solide à la contre-offensive sociale, les Alternatifs proposent plusieurs priorités

- Réduction du temps de travail pour pouvoir travailler toutes et tous et vivre mieux. Ce combat a été depuis plus d'un siècle celui des salariés, il doit continuer

- Lutte contre la hausse des loyers qui touche en priorité les couches populaires, et désormais une partie des classes moyennes

- Augmentation des minima sociaux, afin que personne ne vive avec un revenu inférieur au SMIC. C'est un moyen essentiel pour desserrer la pression à la baisse des salaires, pas un acte de charité mais un objectif nécessaire pour l'ensemble du monde du travail. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

PEID, Biodiversité, eau et fric

Dans l'actualité de ces dernières semaines, trois faits méritent d'être relevés car ils se rapportent à des questions essentielles pour l'avenir de l'humanité: le réchauffement climatique, la mise en péril de la biodiversité et la pénurie en eau potable qui touche de nombreux pays du Sud.

L'avenir des PEID

La terrible catastrophe qui a touché l'Asie du Sud et fait plusieurs centaines de milliers de victimes a touché, par son ampleur, les esprits dans le monde entier. Le traitement médiatique - sur lequel il y aurait beaucoup à dire - a sans doute contribué à l'élan international de solidarité. Mais la plupart des médias ont fait l'impasse sur la réunion des PEID (petits états insulaires en développement qui regroupent environ 50 millions d'habitants), réunion qui s'est tenue du 10 au 14 janvier.



Malgré l'essor de l'activité touristique dans la plupart de ces pays (Seychelles, Caraïbes), la situation des populations reste précaire. Malgré cela, l'aide aux PEID a diminué de 50 % en dix ans.

Depuis des années, l'activité humaine (notamment un tourisme axé en priorité sur l'accueil d'une clientèle aisée) est responsable d'une dégradation de l'environnement des PEID: pollution de la mer, pénurie d'eau potable, accumulation de déchets. Mais, selon les experts, en dehors des risques de cyclones, la principale menace pour ces petits Etats reste le réchauffement climatique, alors qu'ils émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre que les pays industrialisés.

La solidarité envers ces pays ne saurait donc se limiter au versement ponctuel de dons aussi importants soient-ils, mais devrait s'appuyer sur une politique internationale radicalement différente axée notamment sur l'effacement de la dette et un écodéveloppement solidaire.

Le maintien de la biodiversité:

La conférence internationale qui vient de se tenir à Paris a permis de mettre en avant la question de la biodiversité. Hélas, les mesures prises à l'issue de cette réunion (mise en place d'un groupe international d'experts et demande d'un mécanisme international regroupant toutes les parties prenantes) risquent de se révéler bien insuffisantes pour inverser la tendance actuelle.

Alors que la prise de conscience individuelle et collective des problèmes de pollution est forte, elle l'est beaucoup moins, notamment dans la sphère politique, pour ce qui concerne la dégradation de la biodiversité.

Pourtant, lorsque des spécialistes internationaux ont dressé la liste des 25 risques majeurs pour le 21^e siècle, ils ont placé en 9^e position la régression de la diversité génétique des espèces. Avec l'extinction d'espèces végétales et animales, c'est l'équilibre des écosystèmes et le principe même de la vie qui sont mis en cause.

Cette mise en péril de la biodiversité est évidemment liée au type de développement pratiqué par les pays riches. Cela a entraîné en dix ans une augmentation de 30% des surfaces urbanisées, la disparition de milieux humides. L'utilisation des pesticides, les nouvelles techniques de pêche (raclage industriel du fond des mers), sont aussi responsables de cette situation.

Peut-on sortir de la phase des discours pour s'engager à l'échelle mondiale vers un autre développement qui exigerait de la part des pays riches un ralentissement

fort de la consommation ? Ce sera un des enjeux de ce siècle.



Eau et fric :

En ce début de 21^e siècle, l'accès à l'eau potable est devenu une question majeure. C'est pourquoi, dans nos propositions pour une autre Europe, nous écrivons: *«L'Europe doit être un lieu de coopération pour la gestion des réseaux hydrographiques. Dans ce domaine, la solidarité envers le tiers-monde s'impose également.»*

L'abandon de la gestion et de la distribution de l'eau à des entreprises privées a d'ores et déjà entraîné de graves dérives. Une nouvelle étape est en train d'être franchie, comme l'a signalé récemment le Courrier International : *«Oubliez l'OPEP, voici les exportateurs d'eau potable. Aqueducs gigantesques, supertankers, sacs géants ou simplement bouteilles en plastique, tout est bon pour exporter l'eau potable. L'or bleu sera au 21^e siècle ce que fut l'or noir au précédent.»* écrit le magazine. On est donc entré dorénavant dans les pratiques maffieuses.

Aujourd'hui 60 % des terres émergées sont en état de pénurie. Un habitant sur cinq est privé d'eau potable saine, et la moitié de l'humanité ne dispose pas d'un réseau d'assainissement convenable.

Depuis un siècle, la demande en eau a été multipliée par sept et la surface des terres irriguées par six. Si l'on veut stopper cette dérive, il faut à la fois mettre en place un autre développement et cesser de laisser au marché le soin de régler la question de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il faut absolument, comme l'ont réclamé les participants au FSM de Porto Alegre, une autre politique internationale de l'eau. Comme l'a affirmé un participant: *«Renationaliser l'eau, c'est une question de sécurité alimentaire.»*

■
Bernard CARON

Les délocalisations cheval de Troie du matraquage libéral

Journée d'action de la CGT; sorties populistes de Sarkozy; arguments pour alléger la fiscalité des entreprises : les délocalisations ont focalisé le débat social ces derniers mois. Même si ce phénomène existe, et est vécu douloureusement par ses victimes, il a été largement exagéré, a donné lieu à des outrances calculées. Celles-ci ont servi un travail idéologique pro-libéral, et de prétexte à des attaques systématiques contre les droits des salariés. Si ceux-ci assimilent à un chantage patronal le discours sur les délocalisations, ils ne parviennent pas à percevoir l'enjeu. Pourtant le patronat ne dissimule pas ses projets lorsqu'il réclame l'assouplissement des conditions de licenciement. Les délocalisations imposent de chercher des réponses favorisant le contrôle des travailleurs contre les « licenciements boursiers ».

L'importance accordée aux délocalisations est inversement proportionnelle à la réalité du phénomène. En effet, seules 6% des entreprises françaises sont touchées, preuve qu'il s'agit d'une réalité somme toute encore mineure de la vie économique. Ce qui ne doit pas nous amener à en mésestimer les conséquences sociales. Mais ce thème a constitué le cheval de Troie de l'offensive libérale patronale. Les mensonges répétés ont ancré l'image d'un pays menacé par le développement des activités dans les pays à bas coûts salariaux, qu'ils soient proches (Europe de l'Est) ou lointains (Chine).

Pourtant la majorité des transferts d'activité se fait vers d'autres pays de l'Union Européenne, ou vers les Etats Unis. Face à ces contrevérités la gauche n'a pas réagi ou a brandi des réponses erronées. Le PCF à la fin des années 70, à travers son « produisons français », a desservi les salariés sans d'ailleurs gagner en audience électorale : la Lorraine en est une preuve vivante. Il a maintenu des pans des classes populaires dans une vision ancienne qui avive les peurs. Ainsi les licenciés de Daewoo, entreprise coréenne, se disent victimes des délocalisations. Victimes, ils le sont mais au même titre que les salariés des maquiladoras mexicaines.

Car l'exemple de Daewoo dément le matraquage sur le coût trop élevé du travail en France. En effet, il est l'un des plus bas de l'UE avec la Grande Bretagne, et, en conséquence, la France est le pays européen qui attire le plus d'investissement étrangers. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisqu'elle conjugue bas salaires et haut niveau de formation, et bénéficie d'un réseau d'infrastructures très développé.

Le discours catastrophistes à propos des délocalisations a bénéficié au patronat qui a pu accumuler les allègements de charges, profiter des « zones franches » et autres avantages collatéraux. Aujourd'hui, pour freiner la délocalisation des centres d'appel, le gouvernement autorise le travail le dimanche... ce que les entreprises imposaient déjà en toute illégalité. A part légaliser l'illégal, quels effets sur l'emploi ce genre de décisions aura-t-il ? En réalité, de telles mesures n'ont jamais créé un seul emploi ni même empêché qu'on en supprime.

S'il fallait s'en convaincre, le patronat invoque maintenant les délocalisations pour obtenir plus de facilités pour licencier. Car pour sauvegarder les emplois il faudrait pouvoir plus facilement en supprimer! Que cette absurdité puisse être proférée prouve la force du matraquage opéré depuis 25 ans. Mais ce nouvel argument indique le passage à une autre phase. Après l'offensive idéologique le patronat passe à l'acte. La concomitance en France et en Allemagne des mesures

visant à remettre en cause les 35 heures ne laisse aucun doute.

Et, en Allemagne comme en France, les patrons bataillent pour supprimer les verrous encore en place hérités des anciens compromis sociaux : la cogestion en Allemagne et le Code du travail en France.

Les salariés ont le sentiment que les difficultés invoquées par les entreprises relèvent du chantage. Pour autant ont-ils conscience de l'enjeu de cette offensive ?

Les délocalisations sont, en effet, un habile paravent à la financiarisation de l'économie et à l'avidité des actionnaires.

Comme pour les LU en 1999-2000, ce sont des licenciements boursiers qui sont à l'oeuvre. Il est plus facile de dénoncer les effets, d'enfourcher les discours attendus, que de se confronter à la véritable question : celle des licenciements.

Les Alternatifs ont, comme d'autres, lancé quelques pistes, proposé quelques mesures pour un contrôle populaire face aux licenciements. Leur validité dépendra autant de leur pertinence que de leur capacité à engendrer une dynamique sociale. Aucun projet de gauche alternative ne sera crédible qui ne mette des obstacles à la capacité du patronat à licencier à tout va. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

Patrimoine des 10 familles les plus fortunées en milliards d'euros

Rang	Famille	Patrimoine (en milliards d'euros)	Années de SMIC
1	Liliane Bettencourt (L'Oréal, Nestlé)	15,26	1 000 000
2	Bernard Arnault (LVMH)	14,41	950 000
3	Serge Dassault (Dassault Aviation - Socpresse)	10	650 000
4	Famille Mulliez (Auchan)	7,45	500 000
5	François Pinault (Pinault - Printemps - La Redoute)	6,02	400 000
6	Famille Hermès dont JL Dumas (Hermès)	4,66	300 000
7	Famille Halley (Carrefour)	3,44	220 000
8	Jean Claude Decaux (affichage JC Decaux)	2,93	200 000
9	Famille Peugeot (Peugeot)	2,83	190 000
10	Vincent Bolloré (groupe Bolloré)	1,77	110 000

(source : Capital juin 2004)

Jaguars au pouvoir et caracoles zapatistes

La fin du règne du PRI et la transition politique marque le nouveau millénaire au Mexique, celle de la consécration d'un Vicente Fox impuissant, faute de majorité parlementaire, la jeune démocratie mexicaine manque de plus en plus de souffle.

Echec des traités de libre-échange ZLEA¹, dépendance accrue du grand frère gringo, le pays traverse une période d'incertitude politique et de régression sociale.



Sous l'emprise du PRI² (70 ans au pouvoir) et des caciques locaux suivie une alternance du PAN (libéraux, conservateurs), le Mexique vit des jours d'incertitude et l'agitation se précise à l'approche des présidentielles 2006, l'éclaircie pourrait ve-

nir à gauche. Lopez Obrador, maire de gauche (issu du Parti Révolutionnaire Démocratique) de la ville de Mexico, gagne les classes moyennes à revenus modestes et le cœur des délaissés de la société mexicaine et s'annonce comme un challenger crédible surfant sur la vague chaviste. Les priistes n'ont pas dit pour autant leur dernier mot, dans sa soif de pouvoir et de privilèges, le jaguar veille. Dominateur et omnipotent, il sort facilement ses griffes.

Au sud Est du pays, éloignés des préoccupations électorales, les zapatistes, ont eux pris leur destin en main. Prolongement de la lutte pour l'émancipation et apprentissage du pouvoir et expérimentations locales, la Junta de Buen Gobierno s'affiche comme des structures d'autogouvernement dans des zones sous contrôle, un gouvernement alter-

natif en soi. Les zapatistes ouvrent leurs portes dans leurs cinq caracoles, dans les Altos et la forêt du Chiapas. Zapata, le Che et la société civile internationale mobilisée contre le néolibéralisme colorent les façades.

Créées en août 2003, ces enclaves forment un univers particulier en terre autonome où sont appliquées les décisions communes de lois, d'éducation et de politique, un laboratoire social à visage humain. Sur les murs s'expriment les aspirations des rebelles zapatistes : Revolucion, Democracia, Libertad y Justicia. Dans ce choix de société, d'aspiration à une nouvelle démocratie et d'exigences nouvelles de pouvoir populaire, l'autonomie est largement mise en œuvre.

Ici, peu à peu, la population souvent méprisée dans les établissements officiels, cherche à donner une forme à ses pa-

Global Catastrophe Humanitaire et développement

Retour sur les événements en Asie du Sud-Est et la question de l'aide au développement, à l'occasion de la Conférence internationale à Paris.

Réchauffement climatique et protection de la biosphère, croissance destructrice et préservation de l'environnement : quel devenir pour la planète ? S'agit-il d'un « club » de réflexion de plus pour une alerte supplémentaire ?

Avec les limites actuelles de l'humanitaire et le déficit de volonté politique, Chirac se pose en sauveur planétaire au secours des espèces ?

L'idée d'une taxe globale rejaillit et les thématiques abordées à Porto Alegre sont reprises à Davos, effet de contagion ? La pauvreté n'a pas de frontières, les « développeurs » ont bien compris à l'heure des cataclysmes et de l'humanitaire spectaculaire...

Comment concilier les intérêts sociaux et

environnementaux ? Taxe internationale pour les pays du tiers-monde, prélèvements sur les transactions financières, les hydrocarbures, seraient-ce à nouveau des palabres, plus d'une décennie après le sommet de Johannesburg ?

A l'heure de la solidarité internationale, la France épinglée régulièrement par la Commission européenne serait bien inspirée de prendre des leçons concernant le droit de l'environnement. Car plus que jamais, la Maison-Terre brûle... Vous avez dit irréversible ?

Parallèlement on assiste au développement des inégalités : la moitié de l'humanité vit avec moins de 2 dollars par jour, actuellement, les 3% les plus riches de la planète possèdent 27% du patrimoine mondial, les 10% les plus riches cumulent 46% du patrimoine, les 50% les moins riches se partagent 9% du patrimoine..

Entre Terre et Mer et du Nord au Sud.

Pour une aide durable et un éco-développement solidaire.

**Dettes et développement :
à l'aide !**

Le passage des pays affectés par le tsunami devant le Club de Paris (groupe des principaux pays créanciers) a montré les limites de l'engagement des pays riches et du chemin qu'il reste à parcourir pour qu'ils prennent acte de l'annulation de la dette et d'une aide désintéressée.

Quelle aide au développement offrons nous à l'heure de la mondialisation des consciences, des drames transnationaux et des catastrophes écologiques récurrentes ?

Alors annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays touchés ou simple moratoire ?

La dette des pays du sud est un problème politique, les pays « bon élèves » sont soumis au chantage et souvent à la pression étasunienne, ils voient leur dette réduite ou récoltent des bases militaires. L'Inde l'a semble-t-il bien compris en manifestant

roles. Les anciens disent que «*le Caracol, l'escargot, rampe dans les conversations. Autonome, il se nourrit par les pieds et sèche sa maison. Hermaphrodite, nocturne, patient, il illumine le chemin laissant sa marque de bave brillante où se reflète la lune*». Expression nouvelle qui a été construite par eux-mêmes et qui répond à des préoccupations locales, transformation des conditions de vie, bouleversement des relations entre gouvernants et gouvernés. Le 9 août 2003, au Chiapas, les Indiens zapatistes entourés de la société civile fêtaient l'inauguration de la naissance des caracoles. A cette occasion, les cinq conseils de bonne gouvernance (JBG) chargés de

la santé, de l'éducation, de la justice et de la résolution des conflits élaient domicile dans chacun des caracoles. Ces lieux de décisions, d'échanges et de coordinations se définissent selon l'EZLN³ «*comme des portes pour entrer dans les communautés et pour que les communautés sortent; comme des fenêtres pour nous voir dedans et pour que nous voyons dehors; comme des amplificateurs pour emporter au loin notre parole et pour écouter celle de celui qui est au loin*». Processus d'autonomie offert à des

dizaines de milliers de personnes, l'expérience zapatiste présente une société en mutation après 10 années de luttes. Les caracoles construisent avec les zapatistes et non-zapatistes une société paysanne alternative. Les préoccupations indigènes sont vitales: la Terre-mère (inaliénable), la santé (essentielle) et l'éducation (en nette amélioration liée à la formation de «promoteurs»).

S'y ajoutent l'agro-écologie, la médecine traditionnelle, le commerce (réseaux de distribution, artisanat, café, miel, échanges équitables).

Pourtant le chemin est long, Gloria Muñoz Ramirez⁵, relate cette résistance en reconnaissant «*...qu'il reste à équilibrer le travail entre hommes et femmes, qu'en matière de santé les objectifs ne sont pas atteints; que tous les villages n'appliquent pas les normes de l'agriculture biologique, que le collège ne fonctionne pas encore, que les paramilitaires continuent à sévir, que la commission fédérale d'électricité leur coupe la lumière, qu'il n'y a plus d'argent...*» malgré l'apport des associations et des ONG. Aujourd'hui, l'indien retrouve pas à pas sa dignité, c'est un autre Chiapas, «rien n'est plus comme avant». Radio Insurgente⁶, nouvelle arme médiatique, relais d'information et voix de l'EZLN diffuse les initiatives locales et l'énergie des-compañeras/os... Esperanza !

En aventurier à moto (éd.Mille et une Nuits), Che Guevara se rappelle à notre souvenir avec la sortie du film et de ses carnets de voyages, et qui dans sa volonté de pourfendre les injustices faites aux indiens réaffirme que «l'avenir appartient au peuple qui, pas à pas ou d'un seul coup, va conquérir le pouvoir, ici et partout sur la terre». Cette lutte perpétuelle le conduit au Guatemala puis Mexique (ou il rencontre Castro) et en Bolivie où il y laisse sa vie alors qu'un mouvement de sans terres y rejaillit aujourd'hui (4 millions de paysans sans terre).

■ Gwel@n

1-Zone de Libre échange des Amériques

2-PRI, Parti révolutionnaire institutionnel

3-Ejército (armée) Zapatista de Liberación Nacional

4-Enseignement dans la langue maternelle (tzotzil, tzeltal, tojolabal, chol...)

5-journaliste mexicaine à La Jornada et RebelDía qui publie régulièrement sur <http://www.risal.collectifs.net/> campagne anniversaire "EZLN, 20 et 10 le feu et la parole" livre traduit et documentaire vidéo,

<http://cspcl.ouvaton.org/>

6-Page web : <http://www.radioinsurgente.org/>



son refus de recevoir l'aide étrangère. Fierté nationale ou logique financière ? La Thaïlande refuse le moratoire en craignant une dépendance accrue vis à vis des pays et organismes financeurs (FMI, Banque mondiale...)? Refus d'ingérence ou protection de la souveraineté nationale ? Dans l'océan indien, les prétendants sont nombreux à une implantation «durable» au sein de marchés économiques prometteurs. Vaste enjeu pour la reconstruction, la zone offre de nombreux atouts et notamment stratégiques, la France l'a bien compris elle-même en proposant d'implanter sur l'île de la Réunion un centre de prévention des catastrophes. Les pays du Nord et leurs banques encouragent chaque jour un peu plus les pays pauvres à s'endetter et asphyxient leur économie locale. Force est de constater que le libre échange accentue inexorablement les dépendances et que l'humanitaire globalisant y contribue. Etendre la remise de la dette à l'ensemble

des pays en développement, lutter contre la pauvreté structurelle, une taxation sur les pays riches pour l'aide au développement, des solutions existent; le volontarisme politique fait cependant défaut.

Les nouveaux pouvoirs sont en marche : organisations privées, ONG et Etats gagnent du terrain tandis que l'approche sécuritaire a des répercussions planétaires déplorables à l'heure de la supersouveraineté et de la diplomatie militaire et au grand dam de l'émancipation des pays en développement.

Le moratoire proposé par le G7 ne suffit pas : il ne fait que repousser le problème alors que la dette de ces pays était déjà insupportable pour les populations depuis de nombreuses années.

■ Gwel@n

<http://www.cyberacteurs.org>

campagne internationale « Action mondiale contre la pauvreté »

<http://www.cadtm.org>

Mondialisation et état policier

Les mutations économiques et sociales qu'entraîne la mondialisation conduisent à des transformations politiques et institutionnelles profondes. Le maintien de l'ordre ou plus précisément l'instauration d'un nouvel ordre national et mondial, devient la fonction première des Etats. La comparaison avec le fascisme vient facilement à l'esprit, mais c'est d'autre chose dont il s'agit. Les conditions politiques, économiques, sociétales, idéologiques qui ont débouché sur le fascisme et le nazisme sont dépassées. Les peuples sont menacés de nouvelles formes de dominations, de tyrannies.

La mondialisation du Capital se traduit, en effet, par de graves régressions des droits politiques et sociaux. Cette détérioration des rapports sociaux, encadrée et même très souvent amplifiée, par les institutions, débouche sur une profonde crise de société. Les formations sociales, les représentations collectives, issues du siècle dernier, se défont. En l'absence d'une vision claire et crédible des changements radicaux qu'appellent les mutations actuelles, la précarisation, la marginalisation de pans entiers de nos sociétés ont pour conséquences le repli sur des comportements individualistes, sur des consommations compensatoires voire ostentatoires. Dans ces conditions, le délitement des formes antérieures de sociabilité favorise le retour de l'irrationnel, la montée des mysticismes, des fondamentalismes, des racismes. Ces identités de substitution servent ainsi de justification à la mise en place d'un appareil sophistiqué de surveillance et de répression, national et mondial, par ailleurs très utile au maintien de l'Ordre.

Sous cet angle une comparaison entre Bush-Sarkozy est instructive. Ni l'un, ni l'autre ne tentent de dissimuler que le compromis keynésien est fini. Sans état d'âme, ils favorisent la réduction ou en tout cas la stagnation du niveau de vie du

plus grand nombre ; ils mettent à mal les dispositifs de protection sanitaire et sociale. Dans le même temps ils multiplient les cadeaux fiscaux pour les possédants et les aides financières ou politiques aux trusts. Cela ne manque pas de se traduire par des révoltes, des «incivilités», dès lors on accroît la rigueur des tribunaux, on ouvre de nouvelles prisons. Il faut que les nouvelles classes dangereuses se tiennent à leur place dans les ghettos qui leur sont affectés. Il ne suffit pas à la droite dite libérale de criminaliser la pauvreté il faut aussi la stigmatiser. Et là il faut reconnaître que la couleur de la peau, le nom ou l'accent sont des signes bien utiles pour que ce sous-prolétariat soit facilement identifié, par les policiers, les juges et les patrons et aussi par les imbéciles. La manœuvre est parfaite lorsque les circonstances historiques ou politiques permettent de désigner un ennemi d'autant plus inquiétant qu'il est omniprésent. Ce fût la criminelle accusation des nazis contre les juifs, n'est-ce pas aujourd'hui la tentation de l'illuminé qui siège à Washington à l'encontre des musulmans, arabes notamment ? Les apparences de la représentation démocratique s'estompant, en opposant le «eux» et le «nous» un consensus relatif peut se constituer autour du drapeau.

Sarkozy ne se distinguerait-il pas ici de l'exemple états-unien ? N'a-t-il pas favorisé, comme bien d'autres ministres de l'intérieur avant lui l'organisation et la francisation du culte musulman ? C'est là une vieille méthode de police, mieux vaut reconnaître et encadrer certains groupes hétérodoxes que d'ignorer leurs pratiques. Mais cette politique doit être remplacée dans une tentative plus générale de « réformer» les lois sur la laïcité, de dialoguer avec les églises, de leur donner une fonction accrue de «corps intermédiaire», donc de conforter leur capacité d'encadrement social. Sarkozy ne va pas jusqu'à ouvrir ou clore ses discours en se

référant à un dieu, mais il donne une importance croissante aux «valeurs» dans lesquelles les couches les plus traditionalistes peuvent se reconnaître.

Le discours et les mesures qui l'illustrent tentent ainsi de trouver une solution provisoire n'en doutons pas - à la crise de la démocratie représentative, à la réduction tendancielle de la base sociale de ces régimes. En France, sous la III^e et la IV^e République les gouvernements de centre droite et de centre gauche qui se succédaient, pouvaient toujours compter sur la boutique et la ferme. Dans leur majorité ces couches moyennes étaient attachées à la propriété et hostiles aux grèves et autres troubles. Dans la nouvelle phase du capitalisme, l'échiquier social s'est profondément transformé. Dans la grande bourgeoisie, les financiers ont complètement supplantés les industriels mais pour tous, l'arène est mondiale. Entre cette sphère déterritorialisée et les bourgeoisies autochtones, les contacts se distendent et les intérêts souvent divergent. Certains, politiciens ou sociologues, ont cru à une «moyennisation» de nos sociétés, à la formation d'une nouvelle classe moyenne minorant le poids de la classe ouvrière et garantissant ainsi la stabilité des institutions politiques. Or, les ouvriers et les employés n'ont nullement disparus, même si les métiers ont changé. La grande différence c'est l'émergence d'un ensemble de métiers très divers, exigeant tous une culture, Ces nouvelles couches intermédiaires constituent un ensemble disparate, dont la culture - dans les deux acceptions du terme - ne se réfère plus nécessairement au profit. Elles sont sensibles aux contradictions sociétales ou écologiques, quelquefois révoltées mais pas révolutionnaires, anti-libérales plus qu'anticapitalistes. Mais la rencontre et le développement de contestations multiples peut conduire à leur radicalisation. La coalition de toutes les forces bourgeoises dans un pro-

jet plus réactionnaire que conservateur est alors la seule réponse compatible avec le maintien de la démocratie parlementaire, mais c'est une démocratie de plus en plus formelle. La prédominance des pouvoirs économiques- capitalistes-, l'internationalisation des institutions politiques, rendent de plus en plus illusoire les travaux et les décisions des assemblées représentatives. Comme chacun le sait maintenant, les débats des conseils d'administration des multinationales, des clubs où ils se retrouvent, surdéterminent bien souvent ceux des Parlements. Et ce sont des instances internationales, publiques ou même privées, qui assurent la mise en forme légale ou contractuelle de leurs décisions. Les Chambres et les partis, ne sont plus les lieux où se confrontent et s'organisent les intérêts des couches et des classes sociales. La désaffection de l'électorat ne fait qu'entériner cette perte de substance de la démocratie de représentation.

Gouvernements et appareils d'Etat, non sans raisons, s'inquiètent de la délégitimation progressive qu'ils subissent. En France, De Gaulle, en associant nationalisme et paternalisme avait su redonner une assise large à des institutions menacées. La recette ne fonctionne plus. La menace qui pèse sur Chirac, d'un désaveu par ses propres partisans, en est le témoignage.

Juppé et plus encore Sarkozy se font pour cela, les champions d'une contre-réforme vigoureuse.

Ils peuvent ainsi satisfaire les grands patrons qui veulent constamment accroître leurs marges bénéficiaires et leurs petits confrères qui ne peuvent se maintenir qu'en pressurant les salariés. En y ajoutant quelques spéculateurs, quelques nostalgiques de la puissance nationale et coloniale, il y aurait de quoi assurer une majorité à la droite et porter au pouvoir des hommes à poigne. Il y a pourtant bien des obstacles sur ce chemin.

Nous sommes entrés en France dans une situation curieuse. Une campagne électorale de quelques années s'ouvre. Or le meilleur argument du Parti Socialiste c'est la politique actuelle de la droite. Mais réciproquement le meilleur argument de cette droite est la politique passée de cette gauche ! Sans préjuger des réponses et des pratiques que devraient adopter les forces alternatives pour ces prochaines années, car elles réclament un bilan et une réflexion spécifiques cette analyse conduit néanmoins à avancer trois propositions :

- Le mouvement altermondialiste est un nouveau moment du processus de déconstruction - reconstruction des forces sociales et des institutions politiques. On peut plus

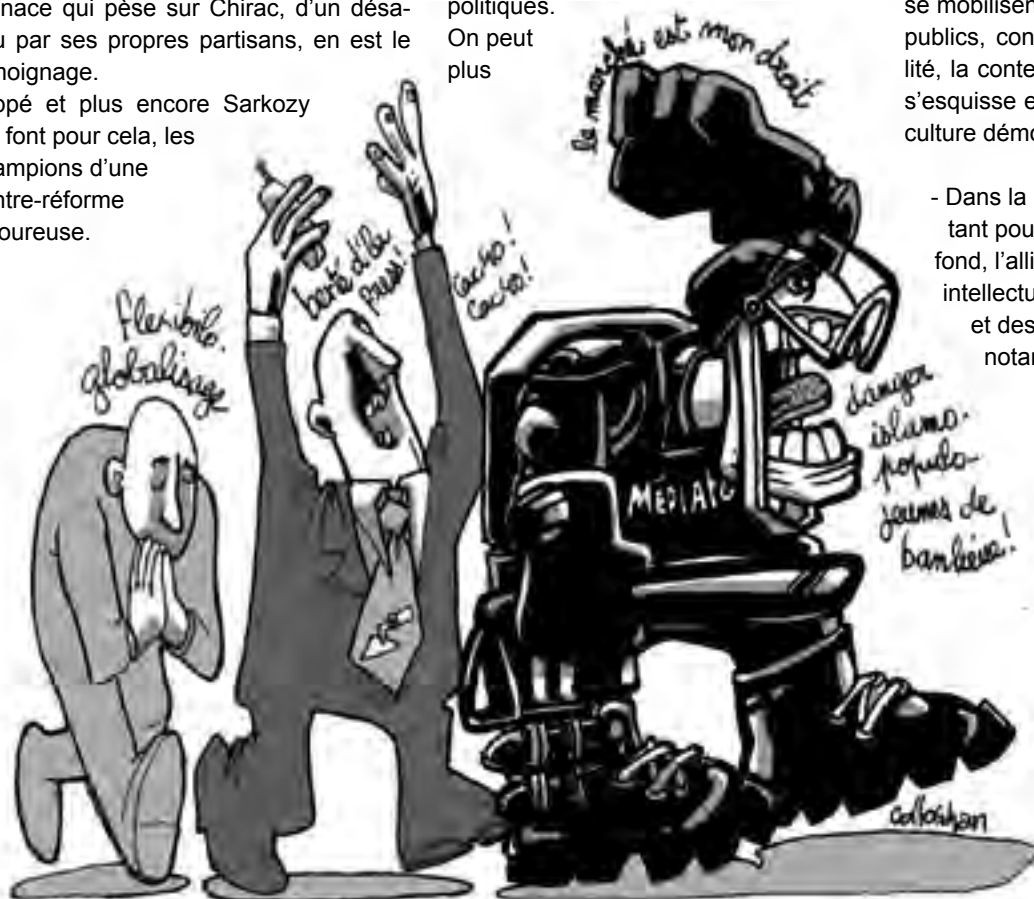
dire qu'il faut «aller du local au global». Cette pratique défensive a nourri la résistance et permis le développement de la critique et de la contestation.

Se voulant concrète et immédiate elle est souvent tombée dans le minimalisme.

Elle n'a pas évité l'intégration au marché, ni troublé les équilibres majeurs du système. Il faut maintenant aller plus loin, constamment associer «le local et le global». Nos initiatives, nos perspectives sont tributaires de ce qui se passe à Porto Alegre et à Mumbai, au Chiapas et au Venezuela. Les manifestations contre l'agression états-unienne en Irak ont eu une dimension mondiale sans précédent. Cette dynamique est une condition majeure de la mise en cause du capitalisme mondialisé.

- La démocratie active dans ses formes et ses contenus divers, appelle nos initiatives, notre présence, notre soutien. Quand les grévistes et les chômeurs, les intermittents du spectacle et les chercheurs, les assistantes sociales confrontent leurs aspirations et leurs savoirs même dans un cadre catégoriel, quand des villageois se mobilisent pour maintenir des services publics, condition essentielle de sociabilité, la contestation devient proposition. Il s'esquisse et s'expérimente une nouvelle culture démocratique.

- Dans la reconstruction qui s'ébauche, tant pour des raisons de force que de fond, l'alliance des salariés manuels et intellectuels, mais aussi des précaires et des exclus est impérative. Il faut notamment, de façon volontariste, retrouver ceux-ci dans les mouvements sociaux, mais aussi localement dans les espaces de contre-pouvoir et de solidarité. On ne peut pour cette reconstruction, ni s'en remettre aux partis de gauche, ni faire l'impasse sur leur fonctionnalité pour une partie notable de ceux et celles qu'il faut rassembler. ■



Michel FIANT

Commission de Médiation et de Contrôle Financier : séance du 5 février 2005.

1. Examen du budget 2005. Ce budget est conforme aux orientations adoptées par la Coordination du 4 décembre.

Toutefois la Commission souhaiterait que sa présentation soit accompagnée d'un rappel des derniers comptes définitifs connus et du budget de l'année précédente. Concernant la SARL, la Commission constate que l'Assemblée Générale des porteurs de part a déjà adopté son budget avant même que la Coordination Générale n'ait mandaté les représentants des Alternatifs conformément à l'article 2.11 des statuts.

2. SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs). La Commission demande que les délibérés de l'Assemblée Générale des porteurs de

part lui soient systématiquement envoyés.

3. Composition de la Coordination Générale. Lors de ses sessions d'octobre et de décembre la Coordination n'a pas réuni plus de la moitié des délégués et des fédérations. La proportion de déléguées et délégués se rapproche de la proportion de femmes et d'hommes dans le Mouvement.

4. Congrès. Quelle que soit la date retenue, la Commission constate que le congrès suivant aura probablement lieu après les élections législatives de 2007. Elle souhaite qu'une instance (Congrès extraordinaire ou Conférence Nationale) se tienne pour préparer ces échéances (programme politique, candidatures, organisation). ■

Débat des Alternatifs Paris



Après bien d'autres collectifs de travailleurs, les salariés de l'usine LUSTUCRU d'Arles font face à la décision de fermeture de leur établissement.

Mais au plan social que tentent de leur imposer le groupe Panzani, BNP Paribas et le Préfet de PACA, ils opposent une reprise de la production reposant sur une SCOP.

Cette actualité est une incitation supplémentaire à faire le point sur l'important mouvement des entreprises autogérées né il y a deux ans en Argentine.



La visite en France de **Maria Fernandez Alvarez**, spécialiste du mouvement coopératif, nous donne l'occasion de vous inviter à venir vous informer sur ce mouvement et à débattre des perspectives et des questions que pose son développement.

**MERCREDI 23 FEVRIER
20H
40, rue de Malte Paris 11e
(métro Oberkampf)**



40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80
fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org

Commission paritaire
n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961

Directeur de publication :
J.J. Boislaroussie,
Coordination
et maquette : **M. Colloghan**

Ont collaboré à ce numéro :

**JJ.Boislaroussie, B.Caron,
M.Colloghan, JG.Dufour, M.Fiant,
Gwenlan et JL. Le Bourhis**

Édité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de
Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€
RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063.
Gérant : Roland Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 70 80 96

ABONNEMENT

Abonnement d'un an à
Rouge&vert, le Journal des Alternatifs
et **La lettre des élus Alternatifs**

Nom
Prénom
Adresse
.....
.....
CP Ville

Bulletin à renvoyer à l'adresse suivante :
**Abonnement Rouge et vert
Les Alternatifs
40 rue de Malte
75011 Paris**

Pour une GAUCHE ALTERNATIVE, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolu-

-tion longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet

autogestionnaire qui prend en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde,

particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un

aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation

libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics

pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e

ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■



**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER
ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ VOUS
A ROUGE ET VERT* POUR 2005**



ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal,

**Et zouh ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris**

(*ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)